



## **NOTE DE CONJONCTURE SUR LES FINANCES LOCALES ETAT DES LIEUX DES FINANCES LOCALES A FIN 2024**

Alors que les collectivités abordent la dernière ligne droite avant la fin du mandat, l'Observatoire des finances et de la Gestion publique Locales (OFGL) vient de publier son pré-rapport 2025. Celui-ci dresse un état des lieux des finances des collectivités locales à partir des **comptes provisoires 2024** fournis par la Direction Générale des Finances Publiques. Il comporte également en annexe un dossier consacré à la situation actuelle de la péréquation des finances du bloc communal réalisé par l'équipe de l'OFGL.

La présente note fait une synthèse de ce document en première partie, la seconde étant toujours consacrée aux marchés financiers.

### **I- SYNTHÈSE DU PRÉ-RAPPORT DE L'OFGL SUR LES COMPTES PROVISOIRES 2024 DES COLLECTIVITÉS LOCALES**

#### **1-Le contexte macro-économique**

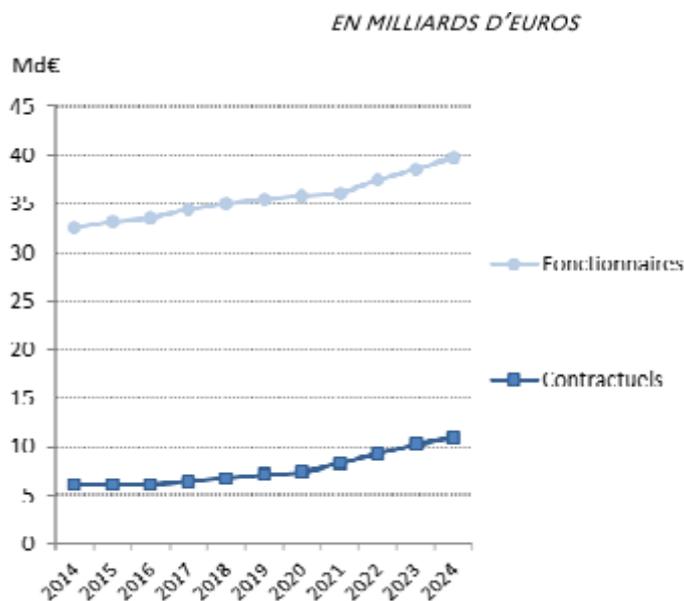
L'année 2024 s'inscrit dans un **environnement économique qui demeure peu porteur** pour les finances publiques. Le Produit Intérieur Brut a progressé de +1.2% (contre +1.4% en 2023). Les exportations ont soutenu l'activité même si les incertitudes géopolitiques et la conjoncture internationale ont freiné les perspectives d'une reprise plus vigoureuse. La demande intérieure ainsi que l'investissement privé sont restés faibles et, finalement, la croissance demeure fragile et inégale.

Sur le marché du travail, le taux de chômage 2024 se situe à 7.4%, au-dessus de la moyenne de l'Union Européenne (5.8%). La fonction publique a continué de jouer un rôle économique stabilisateur en absorbant une partie des emplois détruits par le privé, confronté aux fluctuations économiques. Cette dynamique pourrait à l'avenir être plus limitée.

A noter que **l'Occitanie se hisse en tête des régions les plus touchées de l'hexagone avec un taux de chômage de 8.7% à la fin de l'année 2024.**

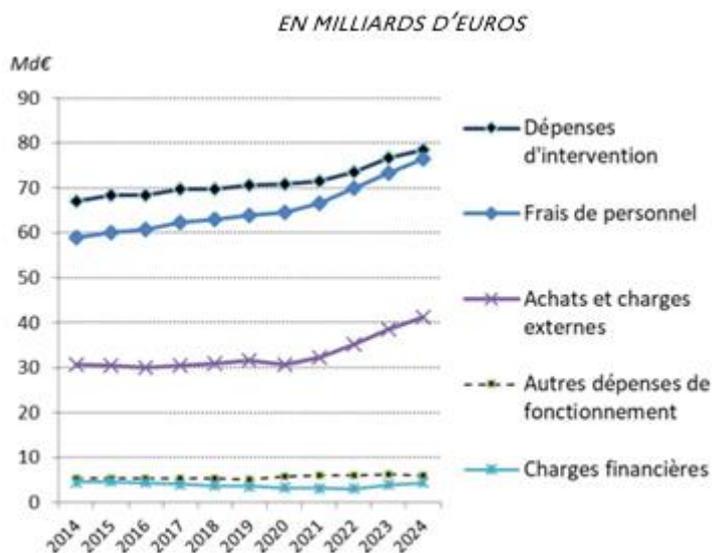


**La part des frais de personnel** représentent en moyenne 37% des dépenses de fonctionnement et progressent de +4.4%, un peu moins vite que les années précédentes (2023 : +4.8 % et 2022 : +5.1%).



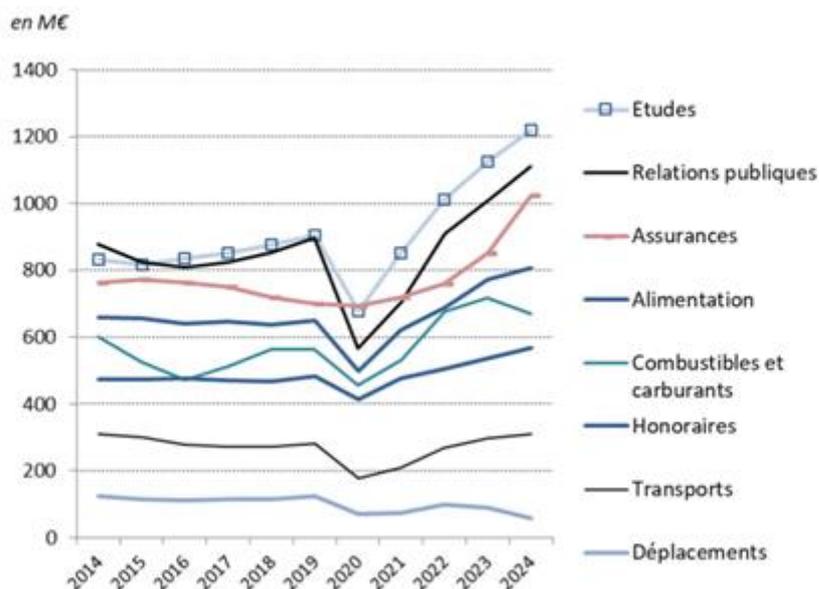
Source : pré-rapport 2025 situation des finances locales - OFGL

**Les achats et charges externes** progressent toujours en 2024 (+3.6%) mais plus modérément (+ 9.7% en 2023). On peut souligner la **forte progression des primes d'assurances** qui affiche un +20.7% en 2024 contre +11.6% l'année précédente.



Source : pré-rapport 2025 situation des finances locales - OFGL

GRAPHIQUE 8 - QUELQUES ACHATS ET CHARGES EXTERNES DES COMMUNES, EN REPRISE DEPUIS 2021

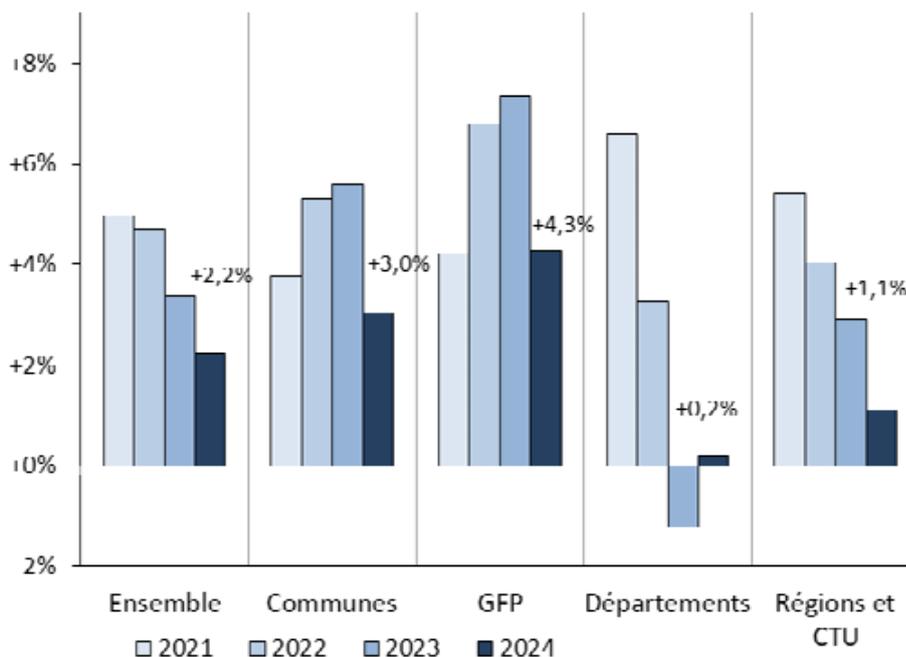


Source : DGCL. Données DGFIP. Budgets principaux.

b) Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnements voient leur croissance ralentir à **+2.2%** (contre 4.2% en 2023).

GRAPHIQUE 9 - TAUX DE CROISSANCE ANNUEL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT SELON LE NIVEAU DE COLLECTIVITES

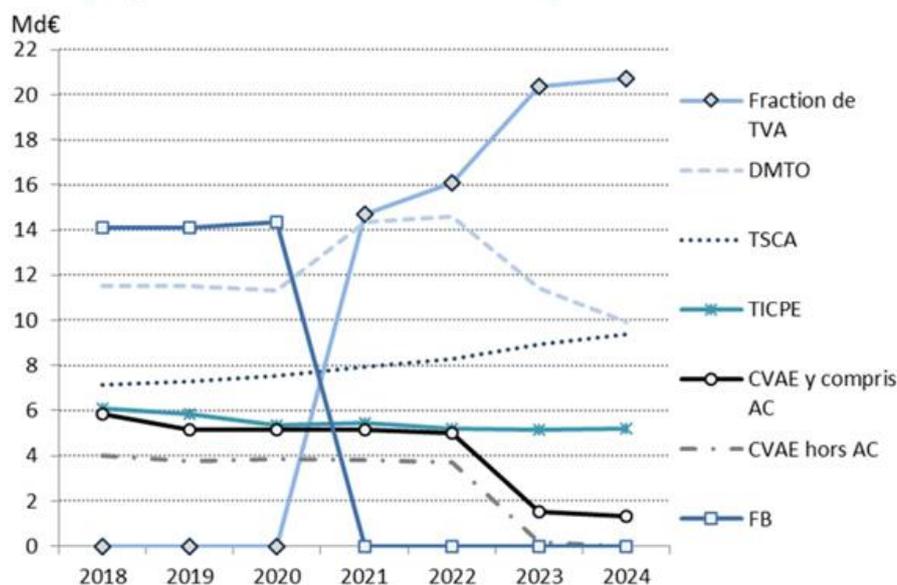


Source : DGCL. Données DGFIP. Budgets principaux.

Cette évolution s'explique par :

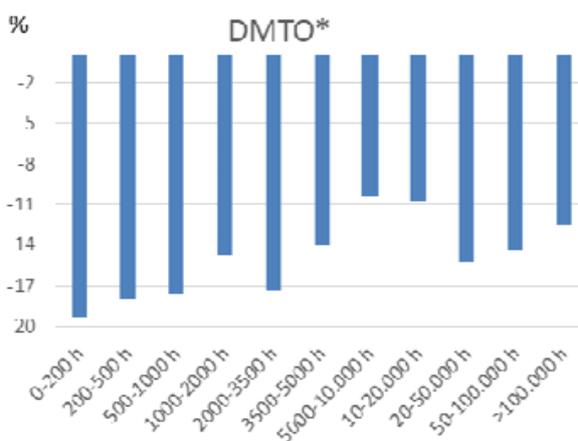
- Une **stagnation des concours financiers de l'Etat** (+0.7%) malgré l'inflation, avec toutefois l'augmentation la plus forte pour le bloc communal (+3.3% pour les communes et +2.4 % pour les Groupements à Fiscalité Propre -GFP)
- Une **chute des droits de mutation à titre onéreux** (DMTO) de -13.6 % en 2024 liée à la contraction du marché immobilier après -20.8% en 2023 mettant en difficulté un certain nombre de départements, qui s'est répercutée sur les DMTO touchés par les communes

Graphique 6a - Produits de la fiscalité des départements



FB : foncier bâti ; DMTO : droits de mutation à titre onéreux ; TSCA : taxe sur les conventions d'assurance ; CVAE : cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises ; AC : attribution de compensation ; TICPE : taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques.

Champ : périmètre constant entre 2018 et 2024, donc hors Rhône, Martinique, Guyane, Corse et Paris.



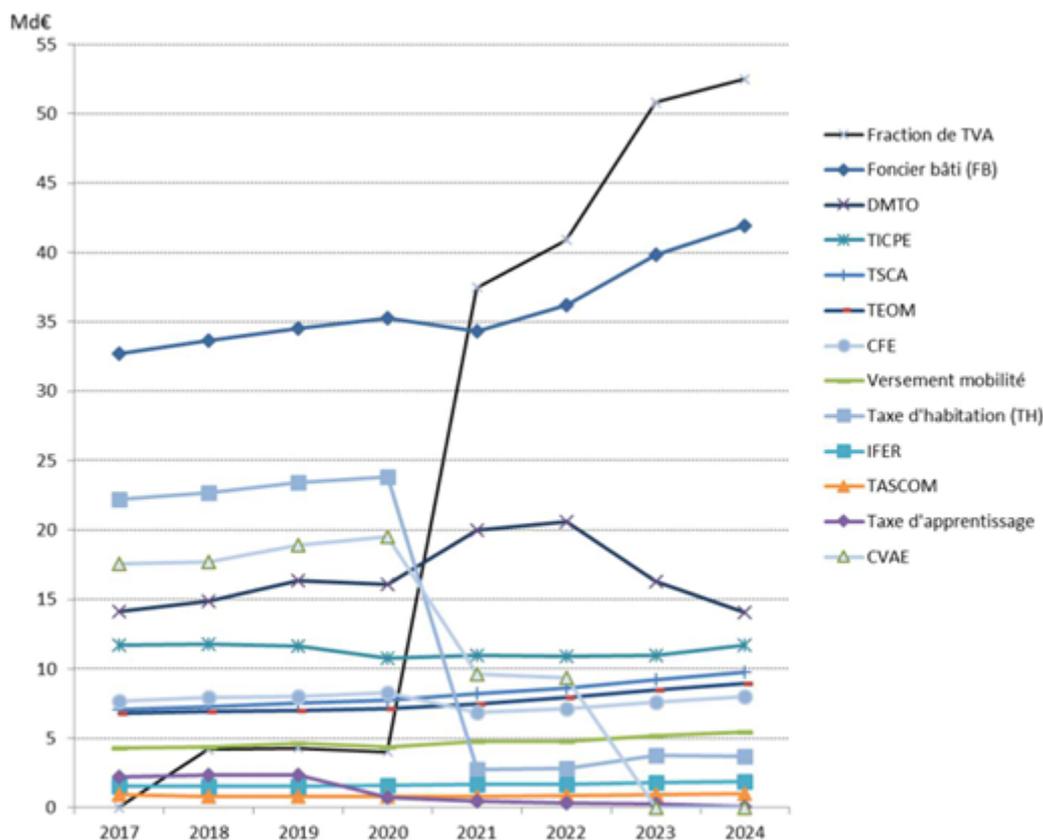
\* Droits de mutation à titre onéreux et fonds départemental des DMTO pour les communes de moins de 5000 habitants  
Source : DGCL. Données : DGFIP, comptes de gestion - budgets principaux, montants en opérations réelles.

- Source : pré-rapport 2025 situation des finances locales – OFGL

- Une **relative stabilité des recettes fiscales** (+1.7% en 2024 après +2.9% en 2023) ; pour le bloc communal, le **produit de foncier bâti** progresse de +5.3% en 2024 (41.9

Md€) en ralentissement par rapport à 2023 (+9.9%) avec un **effet taux de seulement +0.8%**.

GRAPHIQUE 10 - PRODUITS DES PRINCIPALES RECETTES FISCALES



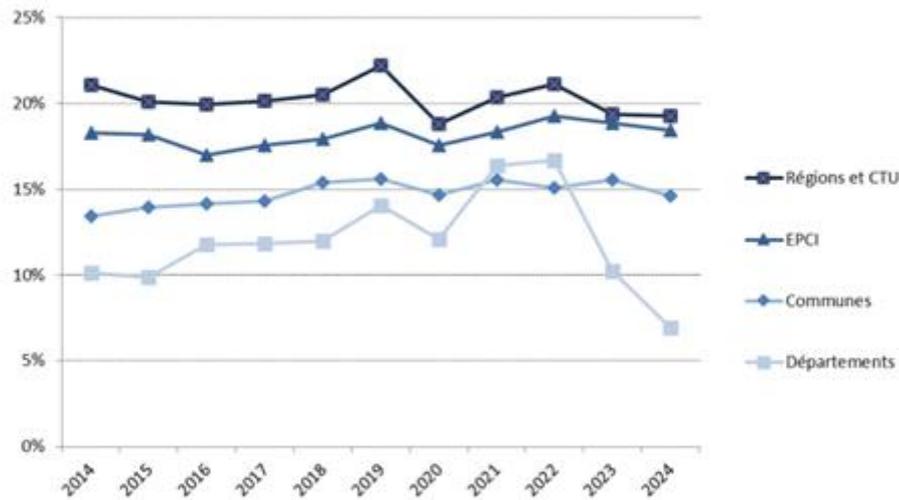
Source : DGCL. Données DGFiP, Recensement des éléments d'imposition (REI) et Comptes de gestion - budgets principaux et annexes. Champ : Ensemble des collectivités locales, y compris les syndicats.

**3- En conséquence, l'épargne brute recule de 7.3% -atteignant 32.5 Md€- et l'épargne nette de 13.6%**

**Après la baisse de 2023 (-9.1%), ce nouveau recul témoigne d'un risque d'affaiblissement structurel de l'autofinancement local**, particulièrement marqué pour les départements qui pourraient se retrouver en épargne nette négative en 2025 si la baisse se poursuit.

**Les taux d'épargne brute s'inscrivent en retrait pour tous les niveaux de collectivités**, y compris pour les communes qui perdent un point de pourcentage à 14.6%. Seules les régions tirent encore leur épingle du jeu avec un taux d'épargne brute qui reste à un niveau favorable de 19.2%.

GRAPHIQUE 12 - TAUX D'ÉPARGNE BRUTE SELON LE NIVEAU DE COLLECTIVITE  
(EPARGNE BRUTE / RECETTES DE FONCTIONNEMENT)

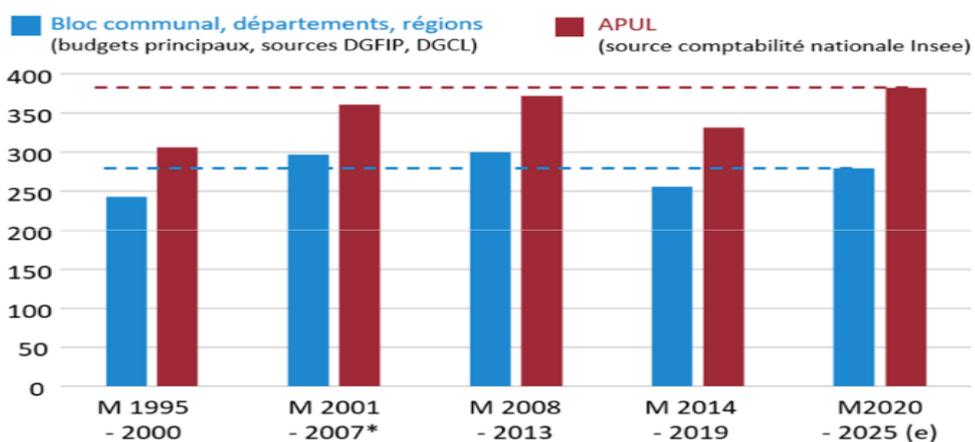


Source : DGCL. Données DGFIP. Budgets principaux.

#### 4- Malgré ces tendances négatives, la dynamique de l'investissement s'est maintenue

Si l'on regarde le montant cumulé des dépenses d'investissement du bloc communal sur les cinq derniers mandats, on constate, à prix et population comparables<sup>1</sup>, un montant de dépenses similaires à ce qui a pu être constaté par le passé alors que le périmètre des Administrations Publiques Locales (APUL) fait état d'un montant supérieur à tous les exercices passés.

Investissements cumulés par cycle de 6 ans, en Md€ à prix et population comparables



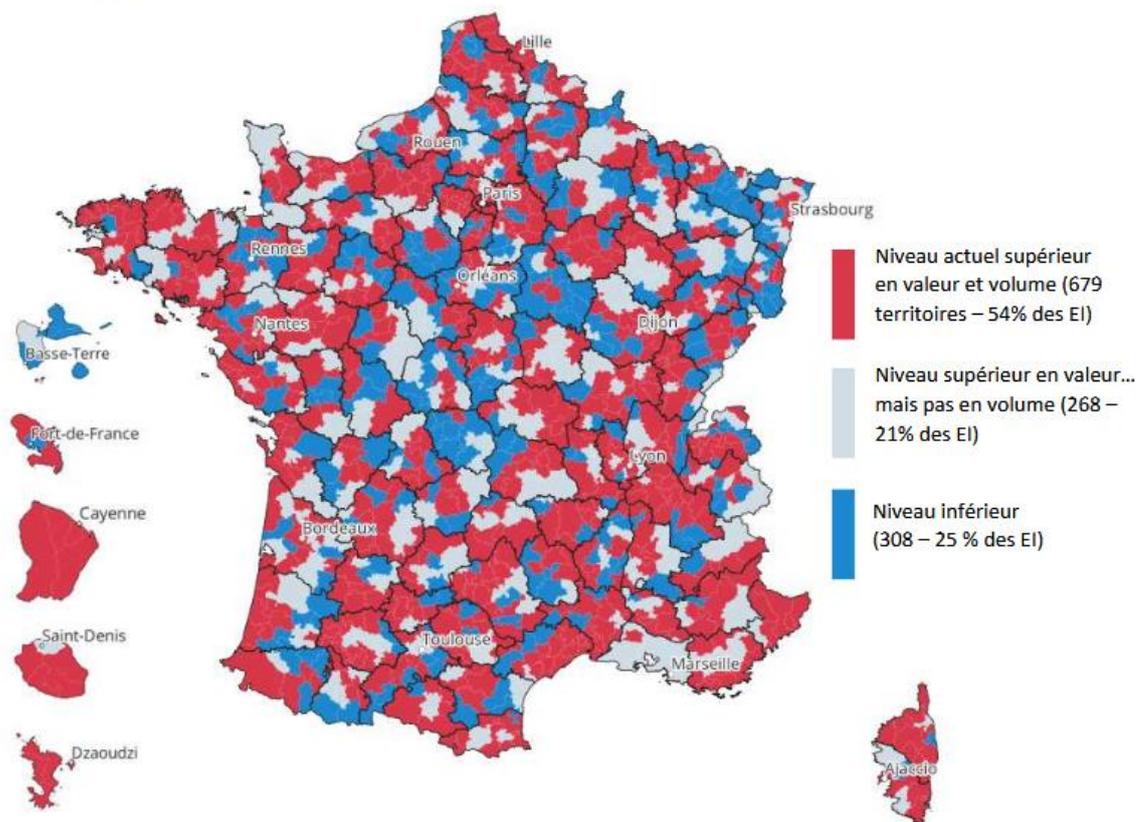
Sources : traitements OFGL à partir de l'INSEE, de la DGFIP, de la DGCL, de la Banque Postale. FBCF pour les APUL, dépenses d'équipements pour dépenses budgétaires des collectivités.  
\* Equivalent sur 6 années du mandat de 7 ans.

<sup>1</sup> 1 euro de 1995 équivaut à 1.7 euros en 2024 (impact de l'inflation) tandis que la population a augmenté de 15 % entre 1995 et 2024, l'évolution démographique jouant sur le niveau de services apportés

Cette différence s'explique aisément par les grands projets portés par Ile de France Mobilités, la société des grands projets parisiens, la société de livraison des ouvrages olympiques, la société du canal Seine Nord Europe.

L'Observatoire des Finances et de la Gestion Publique locales a procédé à une comparaison entre les quatre premières années du cycle actuel (2020-2023) avec la période précédente équivalente (2014-2017) pour chaque ensemble intercommunal. Bien évidemment, les réalisations 2024 et 2025 vont faire évoluer ce résultat.

**Niveau des dépenses d'équipement des ensembles intercommunaux (EI) :  
2020-2023 par rapport à 2014-2017**



L'investissement des collectivités territoriales est assumé aux deux tiers par les communes et leurs Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) tandis que les régions, mais surtout les départements assument un double rôle d'investisseurs directs et de co-financiers des communes et EPCI.

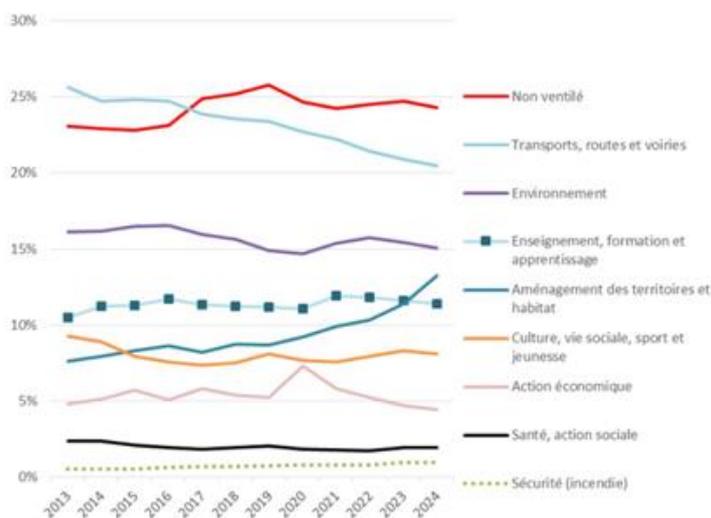
**En 2024, le montant des dépenses d'investissement s'est élevé à 70.4 Md€ en progression de +7.0% (après +6.7 % en 2023).**

Cette progression est portée par :

- Une forte exécution des projets dans un cycle électoral encore actif au niveau communal (mandature 2020-2026)

- L'effet de levier de certains dispositifs dont les contrats de relance et de transition écologique (CRTE)
- La montée en puissance des politiques publiques de transitions écologique et numérique portées notamment par les budgets annexes et les syndicats (collecte et traitement des déchets, gestion des eaux, transports).

GRAPHIQUE 14 - VENTILATION FONCTIONNELLE DES INVESTISSEMENTS (HORS REMBOURSEMENTS DE DETTE)

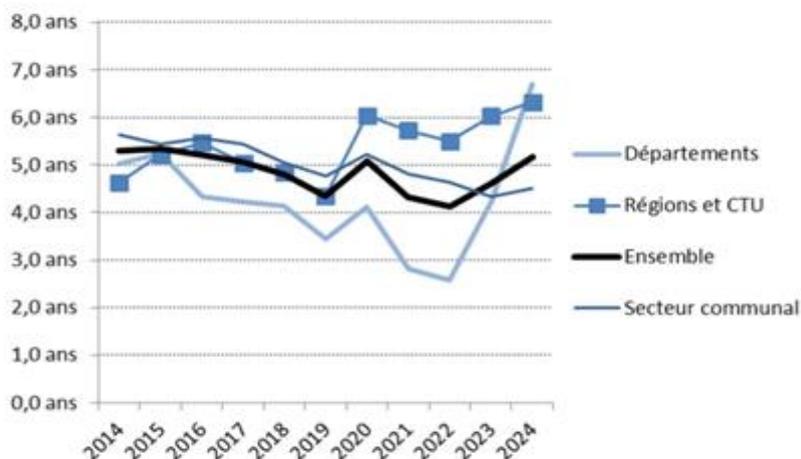


*Non ventilé = administration générale, dépenses non ventilables, ou non ventilées (communes de moins de 3500 h., GFP n'ayant aucune commune de plus de 3500h., budgets principaux des SIVOM, les pôles métropolitains ou PETR).*

*Source : DGCL. Données DGFiP. Budgets principaux et annexes.*

**Cette croissance est de plus en plus financée par l'endettement** et non par l'épargne. Le stock de dette des collectivités a ainsi progressé de +4.2% en 2024 pour la 5<sup>ème</sup> année consécutive. Corrélativement à la baisse des épargnes brutes, le ratio de capacité de désendettement se dégrade encore un peu plus en 2024 de 0,6 an. **Le secteur communal présente le meilleur ratio de l'ensemble des collectivités locales (4,5 ans)**

GRAPHIQUE 17 - DELAI DE DESENETTEMENT (DETTE / EB)



## 5- Le pré-rapport met en lumière des disparités croissantes entre strates de collectivités

Les communes et intercommunalités maintiennent un équilibre financier, notamment grâce à un dynamisme fiscal modéré mais positif.

Les départements sont les plus fragilisés via la perte des DMTO corrélée à des dépenses sociales toujours en vive progression (allocations, accompagnement du RSA ...)

Les régions voient également leurs marges de manœuvre réduites avec notamment une forte contraction de leur trésorerie.

**L'encours global de trésorerie (46.9 Md€) a chuté de manière significative en 2024 passant de 93 jours de dépenses à 78 jours fin 2024.**

TRESORERIE PAR COLLECTIVITE LOCALE – AU 31 DECEMBRE

en Md€	Trésorerie au 2024	Concours financiers à court terme	Trésorerie nette 2024	Trésorerie nette 2023	Nombre de jours de dépenses de fonctionnement 2024
commune	28,2	-1,3	27,0	29,3	118
GFP	11,1	-0,3	10,8	11,7	129
departement	6,5	-0,2	6,4	8,8	34
région et CTU	1,0	-0,8	0,3	1,0	4
Total	46,9	-2,4	44,5	50,8	78

Source : DGCL. Données DGFIP. Budgets principaux.

## 6 – Tensions autour des mécanismes de péréquation

Figure en annexe de ce pré-rapport un dossier consacré à la péréquation verticale et horizontale dans le bloc communal. La péréquation vise à favoriser l'égalité entre les collectivités territoriales sur le plan des ressources.

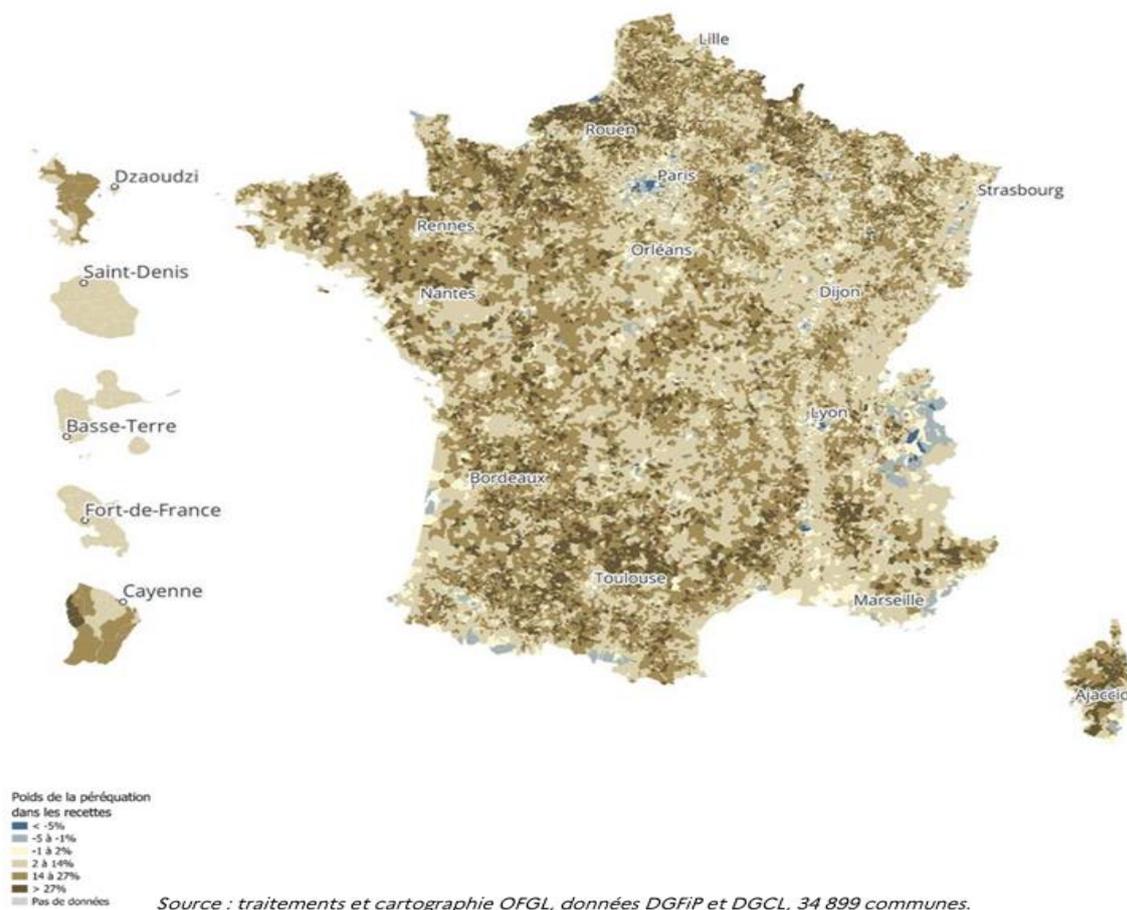
**La péréquation horizontale** consiste à attribuer aux collectivités défavorisées une partie des ressources des collectivités les plus "riches". Elle est essentiellement dépendante du **fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales (FPIC)**. Le montant du FPIC a doublé en 10 ans et impacte donc fortement les contributeurs. Les collectivités contributrices « nettes » estiment que la ponction opérée sur leurs ressources devient excessive et non corrélée à leur capacité d'autofinancement. Les critères de répartition sont jugés complexes, opaques et parfois inadaptés, notamment en milieu rural, où des communes sans grandes ressources sont ponctionnées.

**La péréquation verticale** est assurée par les dotations de l'État aux collectivités. Son efficacité est aujourd'hui critiquée : la DGF est en baisse en euros constants compte tenu de l'inflation ; les dispositifs de redistribution comme la dotation de solidarité urbaine ou rurale se font à enveloppe contrainte, ce qui entraîne des effets de seuil et d'instabilité pour certaines collectivités.

Le rapport souligne le souhait des élus locaux d'aboutir à une réforme d'ensemble pour rendre la péréquation plus lisible et juste, tenant mieux compte des réalités économiques,

démographiques, géographiques territoriales et facilement prévisible et régulière dans le temps.

Carte 1 : Carte communale du poids de la péréquation dans les recettes de fonctionnement en 2024



**En résumé**, la situation financière des collectivités territoriales s'est détériorée en 2024 dans un contexte macro-économique peu porteur pour les marges de manœuvre des collectivités, le constat d'un coût inflationniste de l'application des normes et une évolution certes positive des concours de l'Etat mais insuffisante au regard de l'inflation.

Bien que la dynamique de l'investissement reste soutenue, des clignotants s'allument quant à la possible fragilisation du système de financement des politiques publiques locales, particulièrement pour les départements.

Une attention soutenue devrait être portée sur le réexamen des mécanismes de compensation et de péréquation, le maintien d'un équilibre entre effort d'investissement et soutenabilité de la dette et la recherche d'une simplification et prévisibilité des financements et recettes des collectivités.

## 2EME PARTIE – LES MARCHES FINANCIERS

### Evolution des taux d'intérêt : fin de cycle de baisse des taux ?

**En zone euro, la BCE, a abaissé pour le 8e fois ses taux directeurs.** Le taux de dépôt atteint 2% (il était à 4% il y a un an). Lors de la conférence de presse du 5 juin 2025, Christine Lagarde a indiqué que la BCE pourrait faire une pause dans son cycle de baisse des taux.

La baisse de l'inflation a justifié la baisse des taux jusqu'à présent côté européen.

### TAUX À LONG TERME

Taux à 10 ans	déc-24	mai-25	29-mai	05-juin
Allemagne	2,36	2,51	2,51	2,52
France	3,19	3,17	3,18	3,20
Italie	3,53	3,50	3,50	3,50
Espagne	3,07	3,10	3,11	3,11
Etats-Unis	4,57	4,39	4,43	4,36
Japon	1,08	1,50	1,52	1,51
Royaume-Uni	4,57	4,65	4,65	4,60

Source : La Banque Postale – Actu Eco 06/06/2025

Niveau des taux moyen du 1<sup>er</sup> semestre 2025 :

Pour les durées inférieures à 2 ans, le taux moyen est de 2.71% ;  
2-5 ans (référence TME) : 3.04 % ;  
5-10 ans (référence TME) : 3.06% ;  
10 ans (référence OAT) : 3.20 %  
>10 ans : 3.36%

En conséquence, les taux d'emprunt des collectivités devraient rester relativement stables avec un possible assouplissement des conditions financières, si l'inflation est bien maîtrisée et que la croissance européenne reste modérée.

Sources :

[Cap sur... N°25 – OFGL « L'ampleur des investissements locaux actuels -octobre 2024 »](#)

[« L'investissement des collectivités territoriales » - Octobre 2023 – Inspection Générale des Finances](#)

[Pré-rapport de l'OFGL sur les finances locales – Juin 2025](#)

[Actu Eco – La Banque Postale -06 juin 2025](#)

[CA Eco – France – L'Insee prévoit une croissance inférieure de moitié à celle de la zone euro cette année – Juin 2025](#)

[Etudes économiques - BNP Paribas – Remontée des taux longs : un bon point relatif pour la zone euro -26/06/2025](#)

[Banque Centrale Européenne - Décisions de politique monétaire – Communiqué de presse du 05/06/2025](#)

